

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Sainte-Sophie | 75028 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sophie Plouffe, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Sainte-Sophie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 7 mai 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Sainte-Sophie

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Sainte-Sophie (la « Municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Sainte-Sophie au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Sainte-Sophie inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

-nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.1
1 CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A130780
Saint-Jérôme, le 7 mai 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	17 392 443	17 574 828	16 448 972
Compensations tenant lieu de taxes	2	168 820	161 167	169 730
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 780 028	3 992 738	4 163 460
Services rendus	5	843 068	878 775	738 468
Imposition de droits	6	2 395 000	3 294 034	3 241 239
Amendes et pénalités	7	150 000	104 195	114 310
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	390 662	731 530	402 388
Autres revenus	10	16 193	7 985 248	224 543
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	26 136 214	34 722 515	25 503 110
Charges				
Administration générale	14	3 345 260	3 139 580	2 982 260
Sécurité publique	15	4 110 512	3 998 781	3 594 860
Transport	16	9 340 145	10 067 694	9 089 054
Hygiène du milieu	17	2 735 380	2 706 363	2 831 907
Santé et bien-être	18	4 000	1 135	417
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 331 793	1 122 149	1 151 736
Loisirs et culture	20	2 790 809	2 872 802	2 615 777
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	686 259	776 629	645 516
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	24 344 158	24 685 133	22 911 527
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 792 056	10 037 382	2 591 583
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		31 770 099	29 178 516
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		31 770 099	29 178 516
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		41 807 481	31 770 099

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 679 489	3 602 001
Débiteurs (note 5)	2	10 843 393	8 849 701
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	14 522 882	12 451 702
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 222 039	30 174
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 622 734	2 431 884
Revenus reportés (note 11)	12	1 535 386	629 951
Dette à long terme (note 12)	13	21 030 432	23 496 212
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	29 410 591	26 588 221
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 887 709)	(14 136 519)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	56 210 156	45 551 482
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	96 688	98 888
Stocks de fournitures	20	276 336	123 901
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	112 010	132 347
	23	56 695 190	45 906 618
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	41 807 481	31 770 099
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	41 807 481	31 770 099
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	41 807 481	31 770 099

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 792 056	10 037 382	2 591 583
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	13 341 880)(	15 482 446)(	3 979 080)
Produit de cession	3		72 003	8 262
Amortissement	4	4 295 383	4 782 629	3 989 176
(Gain) perte sur cession	5		(32 711)	102 238
Réduction de valeur / Reclassement	6		1 851	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(9 046 497)	(10 658 674)	120 596
Variation des propriétés destinées à la revente	9		2 200	
Variation des stocks de fournitures	10		(152 435)	28 051
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		20 337	(19 909)
	13		(129 898)	8 142
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(7 254 441)	(751 190)	2 720 321
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(14 136 519)	(16 856 840)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(14 136 519)	(16 856 840)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(14 887 709)	(14 136 519)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 037 382	2 591 583
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 782 629	3 989 176
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession d'immobilisations	3.1	(32 711)	102 238
▪ Autres éléments sans effet sur la trésorerie	3.2	1 851	
	4	14 789 151	6 682 997
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 993 692)	(1 629 233)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 190 850	292 521
Revenus reportés	8	905 435	123 862
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	2 200	
Stocks de fournitures	11	(152 435)	28 051
Autres actifs non financiers	12	20 337	42 543
	13	14 761 846	5 540 741
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(15 482 446)	(3 979 080)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	72 003	8 262
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(15 410 443)	(3 970 818)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	494 866	451 577
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 962 168)	(2 972 284)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 191 865	(1 161)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	1 522	50 189
Autres			
▪	28.1		
	29	726 085	(2 471 679)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	77 488	(901 756)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 602 001	4 503 757
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	3 602 001	4 503 757
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 679 489	3 602 001

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Sainte-Sophie a été constituée le 1er juillet 1845 sous le nom de "Municipalité de Lacorne" et est régie par les dispositions du Code municipal du Québec.

Parc :

Régie intermunicipale formée le 2 décembre 2003 en vertu des articles 580 du Code municipal du Québec, L.R.Q.C.C.,-27.1 et 468 de la Loi sur les citées et villes, L.R.Q.C.C.-19, selon l'entente signée le 27 octobre 2003 par les villes de Prévost, de Saint-Colomban, et de Saint-Jérôme, et les municipalités de Saint-Hippolyte et de Sainte-Sophie.

Aréna :

La Régie Intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord a été constituée le 30 septembre 2010, laquelle a les fonctions, les pouvoirs et les obligations qui résultent de la loi et de l'entente signée le 26 juillet 2010 par les villes de Saint-Jérôme, Prévost et la municipalité de Sainte-Sophie, autorisée par les résolutions CM6334/10-07-06, 17443-07-10 et 299-07-10, à l'exclusion du dernier alinéa de l'article 7.

Le tout conformément à l'article 468.11 de la loi sur les cités et ville (LRQ.,c, C-19) et à l'article 580 du code municipal du Québec (LRQ., c. C-27-1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La Municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe pas à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Municipalité de Sainte-Sophie excluant les partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

b) Partenariats

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 11,93 % et le taux de participation cumulatif dans la situation financière est de 10,77 %.

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 16,17 % et le taux de participation cumulatif dans la situation financière est de 15,24 %.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Les principales estimations portent sur la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de la date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à leur valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	15, 20, 25, 40 et 75 ans
Bâtiments:	20 et 25 ans
Véhicules:	10 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	5 et 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Les revenus sont constatés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateurs;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à la créance;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les transferts sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'exercice au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite par financement salarial (RRFS) est un régime à prestations déterminées où :

- la cotisation de l'employeur est fixée d'avance;
- le solde des cotisations à verser (y compris les paiements pour déficits, le cas échéant) est à la charge des participants;
- l'excédent d'actif (ou surplus), le cas échéant, est attribué aux participants.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime volontaire d'épargne-retraite offert par la Régie intermunicipale du Parc régionale de la Rivière-du-Nord est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs, dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale—instruments financiers (chapitres SP 3450 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450 et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Adoption initiale—obligations liées à la mise hors service d’immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d’immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l’immobilisation corporelle visée à l’égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d’une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s’appliquent aux obligations liées à la mise hors service d’immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité font ou non encore l’objet d’un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L’opération ou l’événement passé à l’origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l’objet d’une application prospective.

L’adoption de ce nouveau chapitre n’a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité, aucun passif et augmentation correspondante au coût des immobilisations corporelles n’ont été comptabilisés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 679 489	3 584 416
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3.1	17 585
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 3 679 489	3 602 001
Insuffisance de trésorerie et d’équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l’exercice	6 3 679 489	3 602 001
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 1 579 263	1 698 151
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l’objet d’un refinancement au cours de l’exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 928 262	1 571 884
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	33 738	11 227
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 166 218	3 603 481
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 316 770	2 278 514
Organismes municipaux	13	907 842	1 054 691
Autres			
▪ Divers	14.1	490 563	329 904
	15	10 843 393	8 849 701
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 662 357	1 764 081
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	111 060	135 805
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 773 417	1 899 886
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	12 179	28 147
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	3 273 696	2 739 561
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	111 717	103 229
Ministère de la Culture et des Communications	25	70 200	64 131
Autres ministères/organismes	26	710 605	696 560
	27	4 166 218	3 603 481

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

8. Autres actifs financiers

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	
Autres	39	
	40	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 10 711 100 \$ portant intérêts au taux de 7.20%. Au 31 décembre 2023, 3 222 039 \$ de facilités de crédit étaient utilisées.

La Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord dispose d'une marge de crédit bancaire de 150 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de 7.20 % (6.45% au 31 décembre 2022) et est renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord disposait d'un emprunt à demande de 912 925 \$. Cet emprunt a complètement été payé et fermé en cours d'année 2023.

10. Crédoeurs et charges à payer

	2023	2022
Fournisseurs	41	2 014 968
Salaires et avantages sociaux	42	307 355
Dépôts et retenues de garantie	43	1 099 172
Provision pour contestations d'évaluation	44	
Autres		
▪ Intérêts courrus	45.1	188 682
▪ Frais courrus	45.2	1 245
▪ Organismes municipaux	45.3	10 474
▪ Taxes à la consommation	45.4	838
	46	3 622 734
		2 431 884

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	154 496	132 386
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Programme d'aide aux infrastructures de transport actif (VÉLOCE III)	52.1	749 571	
▪ Autres programmes	52.2	6 366	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	555 909	457 229
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Quote-part	60.1	37 017	40 336
▪ Divers	60.2	32 027	
	61	1 535 386	629 951

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,50	2024	2028	62	21 183 760	23 651 062
Obligations et billets en monnaies étrangères				2028	63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	21 183 760	23 651 062
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(153 328)	(154 850)
					72	21 030 432	23 496 212

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	2 699 333			2 699 333
2025	74	2 236 895			2 236 895
2026	75	2 132 177			2 132 177
2027	76	3 833 155			3 833 155
2028	77	10 282 200			10 282 200
2029 et plus	78				
	79	21 183 760			21 183 760
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	21 183 760			21 183 760

Note**13. Avantages sociaux futurs**

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	342 468
Autres régimes (REER et autres)	88	204 994
Régimes de retraite des élus municipaux	89	38 602
	90	586 064

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	7 717 162	1 037 538		8 754 700
Eaux usées	103	3 492 773	148 598	23 604	3 617 767
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	61 615 530	12 015 641	68 490	73 562 681
Autres					
▪ Éclairage, Parc, Stationnement	105.1	6 917 677	487 000		7 404 677
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	10 055 638	65 720	852	10 120 506
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	2 739 215	71 839		2 811 054
Ameublement et équipement de bureau	110	1 007 784	2 288	20	1 010 052
Machinerie, outillage et équipement divers	111	4 306 971	898 372	215 968	4 989 375
Terrains	112	1 219 890	16 164	(111)	1 236 165
Autres	113				
	114	99 072 640	14 743 160	308 823	113 506 977
Immobilisations en cours	115	1 393 922	739 286		2 133 208
	116	100 466 562	15 482 446	308 823	115 640 185
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	4 018 473	182 347	(13 594)	4 214 414
Eaux usées	118	1 478 140	85 916		1 564 056
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	35 338 670	3 410 026	50 197	38 698 499
Autres					
▪ Éclairage, Parc, Stationnement	120.1	3 812 709	265 951	(37)	4 078 697
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	5 068 875	392 715	4 994	5 456 596
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 675 852	127 760	11 769	1 791 843
Ameublement et équipement de bureau	125	795 938	46 188	(2 937)	845 063
Machinerie, outillage et équipement divers	126	2 726 423	271 726	217 288	2 780 861
Autres	127				
	128	54 915 080	4 782 629	267 680	59 430 029
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	45 551 482			56 210 156
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	96 688	98 888
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136	96 688	98 888
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	96 688	98 888

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	144.1	19 859	17 849
▪ Autres frais payés d'avance	144.2	92 151	114 498
Autres			
▪	145.1		
	146	112 010	132 347

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Municipalité de Sainte-Sophie s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 5 302 612 \$. Cette somme représente des contrats de service général pour 1 150 715 \$, de collecte d'ordures, recyclage et matières organiques pour 1 943 982 \$, de gestion de l'exploitation des usines de filtration et d'épuration pour 808 533 \$, d'entretien des rues et le déneigement pour 1 287 424 \$, de transport en commun pour 59 464 \$ ainsi que de gestion des animaux sur le territoire pour 52 494 \$.

Pour pourvoir à ces engagements, la Municipalité de Sainte-Sophie devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2024	3 547 958 \$
2025	867 325 \$
2026	425 468 \$
2027	443 413 \$
2028	18 448 \$

La Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord s'est engagée, en vertu de contrats de déneigement, de signalisation, de location de Walkie-talkie et de ramassage de déchets échéant entre avril 2024 et août 2026, à verser une somme de 27 609 \$. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2024	15 088 \$
2025	10 582 \$
2026	1 939 \$

La Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord s'est engagée jusqu'en 2027 pour l'entretien préventif de certains équipements, de déneigement des installations et a conclu une entente avec la Ville de Saint-Jérôme concernant la location de l'aréna Saint-Antoine jusqu'en 2024. Le solde de ces engagements s'établit à 344 453 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices sont les suivants :

Entretien préventif de certains équipements

2024	68 186 \$
2025	55 388 \$
2026	24 798 \$
2027	4 051 \$

Location de l'aréna

2024	192 030 \$
------	------------

20. Droits contractuels

Programme de subvention

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 7 852 769 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 5 468 500 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 6 461 142 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 391 627 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Contrat de location

La Régie intermunicipale du l'aréna régional de la Rivière-du-Nord a conclu divers contrats avec des entreprises. Ces contrats viennent à échéance entre 2024 et 2028 et prévoit les revenus suivants pour les cinq prochains exercices :

2024	38 800 \$
2025	37 600 \$
2026	38 728 \$
2027	39 890 \$
2028	13 696 \$

21. Passifs éventuels

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

Aucun cautionnement et garantie en fin d'exercice.

B) Auto-assurance

La Municipalité de Sainte-Sophie a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Municipalité.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimée à plus de 30 000 \$ ont été entreprises contre la Municipalité. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Municipalité qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Municipalité et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

Parc :

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	585 780 \$	448 357 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2023

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts	3 222 039 \$	–	–	–	3 222 039 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 332 797 \$	–	–	–	2 332 797 \$
Intérêts courus à payer	188 682 \$	–	–	–	188 682 \$
Dettes	2 699 333 \$	8 202 227 \$	3 225 200 \$	7 057 000 \$	21 183 760 \$
	8 442 851 \$	8 202 227 \$	3 225 200 \$	7 057 000 \$	26 927 278 \$

2022

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	Plus de 3 ans	Total
Emprunts	30 174 \$	–	–	30 174 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 318 581 \$	–	–	1 318 581 \$
Intérêts courus à payer	146 563 \$	–	–	146 563 \$
Dettes	2 855 342 \$	6 980 629 \$	13 815 091 \$	23 651 062 \$
	4 350 660 \$	6 980 629 \$	13 815 091 \$	25 146 380 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée à ces risques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts	-	3 222 039 \$	3 222 039 \$
Dettes	21 183 760 \$	-	21 183 760 \$

31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts	-	30 174 \$	30 174 \$
Dettes	23 651 062 \$	-	23 651 062 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	16 448 972	17 392 443	17 574 828			17 574 828
Compensations tenant lieu de taxes	2	169 730	168 820	161 167			161 167
Quotes-parts	3					512 532	
Transferts	4	1 675 463	1 503 175	1 686 155		5 730	1 602 096
Services rendus	5	611 814	708 260	738 185		140 590	878 775
Imposition de droits	6	3 241 239	2 395 000	3 294 034			3 294 034
Amendes et pénalités	7	114 310	150 000	104 195			104 195
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	402 388	390 662	731 530			731 530
Autres revenus	10	56 515	15 000	43 580		52 642	96 222
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	22 720 431	22 723 360	24 333 674		711 494	24 442 847
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					315	
Transferts	15	2 569 635	3 272 500	2 390 642			2 390 642
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			7 849 884			7 849 884
Autres	18	152 781		39 142			39 142
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 722 416	3 272 500	10 279 668		315	10 279 668
	22	25 442 847	25 995 860	34 613 342		711 809	34 722 515
Charges							
Administration générale	23	2 756 251	3 055 366	2 910 519	229 061		3 139 580
Sécurité publique	24	3 470 629	3 952 055	3 849 750	149 031		3 998 781
Transport	25	6 076 933	6 004 040	6 403 313	3 664 381		10 067 694
Hygiène du milieu	26	2 556 841	2 400 119	2 349 809	356 554		2 706 363
Santé et bien-être	27	417	4 000	1 135			1 135
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 144 646	1 319 960	1 114 850	7 299		1 122 149
Loisirs et culture	29	2 305 625	2 569 145	2 546 695	261 684	577 271	2 872 802
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	559 033	598 280	689 989		86 640	776 629
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 886 590	4 295 383	4 668 010	(4 668 010)		
	34	22 756 965	24 198 348	24 534 070		663 911	24 685 133
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 685 882	1 797 512	10 079 272		47 898	10 037 382

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Budget 2023</u>	<u>Réalisations 2023</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 685 882	1 797 512	10 079 272	47 898	10 037 382
Moins : revenus d'investissement	2 (	2 722 416)(	3 272 500)(	10 279 668)(	315)(	10 279 668)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(36 534)	(1 474 988)	(200 396)	47 583	(242 286)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 886 590	4 295 383	4 668 010	114 619	4 782 629
Produit de cession	5	8 262		29 172	42 831	72 003
(Gain) perte sur cession	6	112 032		9 086	(41 797)	(32 711)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 006 884	4 295 383	4 706 268	115 653	4 821 921
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			2 201		2 201
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			2 201		2 201
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	444 935				
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 540 246)(	2 665 600)(	2 640 072)(	170 700)(	2 720 983)
	18	(2 095 311)	(2 665 600)	(2 640 072)	(170 700)	(2 720 983)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	920 969)(	720 000)(	260 189)(	48 075)(	308 579)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	412 000	753 620	753 620	47 326	800 946
Réserves financières et fonds réservés	22	(135 387)	(188 415)	(185 974)		(185 974)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(644 356)	(154 795)	307 457	(749)	306 393
	26	1 267 217	1 474 988	2 375 854	(55 796)	2 409 532
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 230 683		2 175 458	(8 213)	2 167 246

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	2 722 416	10 279 668	315	10 279 668
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	27 504)()))
Sécurité publique	3 (	36 019)(	219 406)(	)	219 406)
Transport	4 (	2 189 949)(	12 475 537)(	)	12 475 537)
Hygiène du milieu	5 (	996 652)(	2 227 493)(	)	2 227 493)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())))
Loisirs et culture	8 (	728 419)(	511 620)(	48 390)(	560 010)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	3 978 543)(	15 434 056)(	48 390)(	15 482 446)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	313 411	26 326		26 326
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	920 969	260 189	48 075	308 579
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	63 963	414 675		414 675
	19	984 932	674 864	48 075	723 254
	20	(2 680 200)	(14 732 866)	(315)	(14 732 866)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	42 216	(4 453 198)		(4 453 198)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 009 017	3 141 185	140 098	3 679 489
Débiteurs (note 5)	2	8 820 081	10 781 721	61 672	10 843 393
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	11 829 098	13 922 906	201 770	14 522 882
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	6 703	3 222 039		3 222 039
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 359 710	3 554 399	68 335	3 622 734
Revenus reportés (note 11)	12	2 723 207	3 507 094	110 365	1 535 386
Dettes à long terme (note 12)	13	20 816 037	18 515 552	2 514 880	21 030 432
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	25 905 657	28 799 084	2 693 580	29 410 591
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 076 559)	(14 876 178)	(2 491 810)	(14 887 709)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	42 098 474	52 824 527	3 385 629	56 210 156
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	98 888	96 688		96 688
Stocks de fournitures	20	123 054	275 377	959	276 336
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	554 254	557 085	24 721	112 010
	23	42 874 670	53 753 677	3 411 309	56 695 190
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 272 366	6 094 421	33 495	6 127 918
Excédent de fonctionnement affecté	25	753 620	354 540	27 733	382 273
Réserves financières et fonds réservés	26	1 596 842	1 391 826		1 391 826
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(444 935) (	468 540) (	4 805) (	473 345)
Financement des investissements en cours	28	(737 324)	(5 189 891)		(5 189 891)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	23 357 542	36 695 143	863 076	39 568 700
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	28 798 111	38 877 499	919 499	41 807 481
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	5 462 700	5 429 701	5 671 853	5 054 587
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 808 275	1 609 303	1 650 229	1 448 830
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	1 250	4 121	4 121	
Autres services	7				
Autres biens et services	8	10 507 370	10 599 039	10 778 612	10 645 915
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	583 280	606 045	610 239	565 204
D'autres organismes municipaux	10			79 841	77 800
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		16 620	16 620	
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	15 000	67 324	69 929	2 512
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 439 990	1 468 805	955 957	1 048 414
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	60 100	62 935	62 935	52 356
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 295 383	4 668 010	4 782 630	3 989 176
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Mauvaises créances	21.1	5 000	(1 034)	(1 034)	66
▪ Réclamations	21.2	20 000	1 000	1 000	26 667
▪ Autres	21.3		2 201	2 201	
	22	24 198 348	24 534 070	24 685 133	22 911 527

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 127 918	4 338 332
Excédent de fonctionnement affecté	2	382 273	804 424
Réserves financières et fonds réservés	3	1 391 826	1 596 842
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	473 345)(	450 742)
Financement des investissements en cours	5	(5 189 891)	(737 324)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	39 568 700	26 218 567
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	41 807 481	31 770 099
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 094 421	4 272 366
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	33 497	65 966
	11	6 127 918	4 338 332
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12.1	354 540	753 620
	13	354 540	753 620
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget exercice suivant	14.1	22 858	45 368
▪ Budget d'investissement	14.2	837	830
▪ Projet spécial	14.3	4 038	4 606
	15	27 733	50 804
	16	382 273	804 424

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Service de l'eau	17.1	416 274	357 555
	18	416 274	357 555
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	858 425	1 154 755
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	51 937	51 937
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	65 190	32 595
Autres			
▪	30.1		
	31	975 552	1 239 287
	32	1 391 826	1 596 842

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 (	4 805)(
Frais financiers	56.2 (	468 540)(
Disposition des boues	57 (	473 345)(
57 (	473 345)(	450 742)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	473 345)(
	473 345)(	450 742)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	99 738
Investissements à financer	66 (	5 289 629)(
	67	(737 324)
	(5 189 891)	(737 324)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	56 210 156
Propriétés destinées à la revente	69	96 688
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73	56 306 844
	74	45 650 370
Ajustements aux éléments d'actif	75	56 306 844
	75	45 650 370
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (	21 030 432)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	153 328)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	3 972 271
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	473 345
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (	16 738 144)(
	82 () (
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	83 (	16 738 144)(
	84	39 568 700
	84	26 218 567

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité verse mensuellement dans le RRFS pour et au nom de chaque personne salariée régulière syndiquée, un montant équivalent à 14.5% de son salaire gagné. La municipalité verse mensuellement dans le RRFS au nom de chaque personne salariée régulière syndiquée, un montant équivalent à 2.58% de leur salaire gagné, qui a été prélevé hebdomadairement sur leur paie. Les employés participants sont responsables du gain et de la perte actuarielle de leur régime.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 105		
Régime de retraite par financement salarial 106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 107		
Régime de retraite à prestations cibles 108		
Autres régimes 109	342 468	309 945
	110 342 468	309 945

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité verse annuellement un montant boni REER aux employés cadres. Ce montant représente une somme de 14.5% du salaire gagné pendant l'année.

La Municipalité verse mensuellement au RVER au nom de chaque employé participant un montant qui a été prélevé hebdomadairement ou mensuellement (élus municipaux) sur leur paie. La municipalité ne cotise pas à ce régime.

Parc :

Les employés permanents de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord participent à un régime volontaire d'épargne retraite (RVER) où la cotisation de la Régie égale la cotisation de l'employé pour un maximum de 3% du le salaire brut gagné.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 112	1 213	1 138
Régime de retraite simplifié 113		
REER 114	203 781	177 977
Autres régimes 115		
	116 204 994	179 115

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	9 975	9 463
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	33 615	31 889
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 987	5 174
	121	38 602	37 063

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	14 074 050	14 206 005	14 206 005	13 093 915
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	14 074 050	14 206 005	14 206 005	13 093 915
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	544 185	548 875	548 875	544 050
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	1 736 370	1 753 866	1 753 866	1 733 167
Autres	16.1				
Centres d'urgence 9-1-1	17	81 000	81 761	81 761	81 156
Service de la dette	18	956 838	984 321	984 321	996 684
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	3 318 393	3 368 823	3 368 823	3 355 057
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	3 318 393	3 368 823	3 368 823	3 355 057
	27	17 392 443	17 574 828	17 574 828	16 448 972

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	163 745	156 060	156 060
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	163 745	156 060	156 060
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	5 075	5 107	5 107
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	5 075	5 107	5 107
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	168 820	161 167	161 167
				169 730

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	289 710	289 707	225 026
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	369 595	472 409	514 517
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			(4 962)
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67	560 000	630 116	567 387
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	92 195	91 789	7 730
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	32 000	39 225	39 225
Autres	83	50 850	54 082	63 882
Réseau d'électricité	84			
	85	1 394 350	1 577 328	1 493 269
				1 404 956

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	1 820 000	102 923	1 338 040
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	500 000	1 819 740	860 613
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	937 500	467 979	372 579
Activités culturelles				
Bibliothèques	121	15 000		
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	3 272 500	2 390 642	2 571 232

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132			12 165
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133	108 825	108 827	108 827
Autres	134			
	135	108 825	108 827	108 827
TOTAL DES TRANSFERTS	136	4 775 675	4 076 797	3 992 738
				187 272
				4 163 460

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi		137		
Évaluation		138		
Autres		139		
		140		
Sécurité publique				
Police		141		
Sécurité incendie		142		
Sécurité civile		143		
Autres		144		
		145		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		146		
Enlèvement de la neige		147		
Autres		148		
Transport collectif		149		
Autres		150		
		151		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		152		
Réseau de distribution de l'eau potable		153		
Traitement des eaux usées		154		
Réseaux d'égout		155		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		156		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		157		
Tri et conditionnement		158		
Autres		159		
Autres		160		
Cours d'eau		161		
Protection de l'environnement		162		
Autres		163		
		164		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	90 640	90 973	79 619
	182	90 640	90 973	79 619
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	97 750	120 869	84 027
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	97 750	120 869	84 027
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	715	370	3 532
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	715	370	3 532
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197	18 400	46 324	24 106
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	20 000	11 100	18 700
Matières recyclables	202			
Autres	203	8 820	8 319	7 350
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	47 220	65 743	50 156

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	35 000	2 702	2 702
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216	35 000	2 702	2 702
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	155 750	155 661	207 925
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	2 810	2 611	2 611
Autres	219	278 375	299 256	387 582
	220	436 935	457 528	598 118
Réseau d'électricité	221			
	222	708 260	738 185	878 775
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	708 260	738 185	878 775

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	195 000	358 128	159 502
Droits de mutation immobilière	225	1 200 000	1 960 799	2 128 242
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227	1 000 000	975 107	953 495
	228	2 395 000	3 294 034	3 241 239
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	150 000	104 195	114 310
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	390 662	731 530	402 388
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		(9 086)	(102 238)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	5 000	36 500	18 727
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		7 849 884	7 849 884
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	10 000	55 308	308 054
	242	15 000	7 932 606	224 543
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	427 566	410 188		410 188	410 188	400 848
Greffe et application de la loi	2	806 590	645 462		645 462	645 462	577 276
Gestion financière et administrative	3	1 263 860	1 294 191	229 061	1 523 252	1 523 252	1 388 674
Évaluation	4	308 430	308 432		308 432	308 432	377 355
Gestion du personnel	5	22 600	46 264		46 264	46 264	16 192
Autres							
▪ Assurances	6.1	226 320	205 982		205 982	205 982	221 915
	7	3 055 366	2 910 519	229 061	3 139 580	3 139 580	2 982 260
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	2 491 745	2 502 729		2 502 729	2 502 729	2 371 028
Sécurité incendie	9	1 372 100	1 265 386	114 973	1 380 359	1 380 359	1 111 190
Sécurité civile	10	38 210	31 635	34 058	65 693	65 693	60 964
Autres	11	50 000	50 000		50 000	50 000	51 678
	12	3 952 055	3 849 750	149 031	3 998 781	3 998 781	3 594 860
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	3 053 210	3 315 934	3 637 670	6 953 604	6 953 604	6 082 972
Enlèvement de la neige	14	2 173 165	2 303 642		2 303 642	2 303 642	2 188 404
Éclairage des rues	15	180 505	199 656	20 599	220 255	220 255	200 073
Circulation et stationnement	16	203 320	194 136	6 112	200 248	200 248	200 705
Transport collectif							
Transport en commun	17	393 840	389 945		389 945	389 945	416 900
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						
	21	6 004 040	6 403 313	3 664 381	10 067 694	10 067 694	9 089 054

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	323 135	364 747	190 249	554 996	554 996	362 948
Réseau de distribution de l'eau potable	23	75 074	13 548	40 431	53 979	53 979	47 175
Traitement des eaux usées	24	161 905	190 564	38 832	229 396	229 396	631 988
Réseaux d'égout	25	63 990	661	50 679	51 340	51 340	87 958
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	517 820	510 408	2 540	512 948	512 948	514 752
Élimination	27	385 785	362 816		362 816	362 816	311 053
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	494 050	494 050	20 875	514 925	514 925	501 427
Tri et conditionnement	29						
Matières organiques							
Collecte et transport	30	265 620	264 099	8 969	273 068	273 068	266 214
Traitement	31						
Matériaux secs	32	10 745	14 989		14 989	14 989	12 285
Autres	33						
Plan de gestion	34	101 995	133 927	3 979	137 906	137 906	96 107
Autres	35						
Cours d'eau	36						
Protection de l'environnement	37						
Autres	38						
	39	2 400 119	2 349 809	356 554	2 706 363	2 706 363	2 831 907
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	4 000	1 135		1 135	1 135	417
Sécurité du revenu	41						
Autres	42						
	43	4 000	1 135		1 135	1 135	417

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	1 319 960	1 114 850	7 299	1 122 149	1 122 149	1 151 736
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47						
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50						
	51	1 319 960	1 114 850	7 299	1 122 149	1 122 149	1 151 736
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	1 224 440	1 163 139	59 130	1 222 269	1 222 269	1 107 436
Patinoires intérieures et extérieures	53	450 340	441 937	9 245	451 182	458 548	431 777
Piscines, plages et ports de plaisance	54						
Parcs et terrains de jeux	55	107 720	110 795	186 665	297 460	258 660	285 490
Parcs régionaux	56	69 760	69 762		69 762	165 619	145 763
Expositions et foires	57	113 450	122 866		122 866	122 866	91 364
Autres	58	423 220	442 859		442 859	442 859	377 349
	59	2 388 930	2 351 358	255 040	2 606 398	2 670 821	2 439 179
Activités culturelles							
Centres communautaires	60						
Bibliothèques	61	180 215	195 337	6 644	201 981	201 981	176 598
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64						
	65	180 215	195 337	6 644	201 981	201 981	176 598
	66	2 569 145	2 546 695	261 684	2 808 379	2 872 802	2 615 777

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	518 180	557 566		557 566	635 720	573 344
Autres frais	69	65 100	65 099		65 099	70 980	69 660
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	15 000	67 324		67 324	69 929	2 512
	72	598 280	689 989		689 989	776 629	645 516
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	4 295 383	4 668 010 (	4 668 010)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	702 031	702 031	927 592
Usines et bassins d'épuration	3			10 832
Conduites d'égout	4	145 040	145 040	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 993 776	11 993 915	1 800 025
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			11 600
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	472 478	472 478	738 395
Autres infrastructures	11	62 893	62 893	607
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	87 360	112 111	32 488
Édifices communautaires et récréatifs	14	26 142	40 969	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	71 665	71 839	157 550
Ameublement et équipement de bureau	18	1 885	2 360	44 364
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 857 786	1 861 503	270 976
Terrains	20	13 000	17 307	(15 349)
Autres	21			
	22	15 434 056	15 482 446	3 979 080

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	702 031	702 031	927 592
Usines et bassins d'épuration	3			10 832
Conduites d'égout	4	145 040	145 040	
Autres infrastructures	5	12 529 147	12 529 286	2 550 627
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	2 057 838	2 106 089	490 029
	12	15 434 056	15 482 446	3 979 080

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 231 889		770 575	7 461 314
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	11 205 721	494 866	1 950 412	9 750 175
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 437 610	494 866	2 720 987	17 211 489
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 764 081		101 724	1 662 357
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10	135 805		24 745	111 060
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 899 886		126 469	1 773 417
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	2 313 566		114 712	2 198 854
	15	4 213 452		241 181	3 972 271
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 213 452		241 181	3 972 271
	19	23 651 062	494 866	2 962 168	21 183 760
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	23 651 062	494 866	2 962 168	21 183 760

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	18 515 552
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	5 289 629
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	1 186 356
-----------	---	-----------

Autres montants	9	775 432
-----------------	---	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	21 843 393
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	504 397
--	----	---------

Endettement net à long terme	14	22 347 790
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	4 691
---------------------------------	----	-------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	22 352 481
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	22 352 481
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	308 430	308 432	377 355
Autres	3	61 740	61 738	84 319
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	555	553	553
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	16 125	13 011	13 011
Transport collectif	9	330 395	330 397	347 300
Autres	10			14 795
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	101 995	133 927	92 128
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	49 645	49 643	48 774
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	571 105	571 104	71 578
Activités culturelles	23			12 165
Réseau d'électricité	24			
	25	1 439 990	1 468 805	955 957
				1 048 414

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1	20 407	
Charges sociales	2	6 099	
Biens et services	3	15 407 550	3 978 543
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	15 434 056	3 978 543

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	17,00	36,00	28 392,00	1 386 285	487 590	1 873 875
Professionnels	2						
Cols blancs	3	35,00	31,50	44 162,00	1 234 323	404 087	1 638 410
Cols bleus	4	109,00	40,00	79 867,00	1 930 594	559 919	2 490 513
Policiers	5						
Pompiers	6	33,00	8,00	9 406,00	625 783	88 908	714 691
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	194,00		161 827,00	5 176 985	1 540 504	6 717 489
Élus	9	7,00			273 123	74 898	348 021
	10	201,00			5 450 108	1 615 402	7 065 510

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		542 069	1 277 671		1 819 740
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 332 693	196 538	374 363	353 463	2 257 057
	7	1 332 693	738 607	1 652 034	353 463	4 076 797

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	92 450	79 054
	4	92 450	79 054
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	13 602	15 250
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	13 602	15 250
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	322 363	253 380
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	101 724	79 399
	15	424 087	332 779
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	81 097	72 919
Réseau de distribution de l'eau potable	17	25 030	24 296
Traitement des eaux usées	18	13 129	201
Réseaux d'égout	19	18 174	11 585
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	137 430	109 001
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	10 027	10 048
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	12 393	12 901
	39	22 420	22 949
Réseau d'électricité			
	40		
	41	689 989	559 033

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Guy Lamothe	1.1 Maire	59 065	18 207	20 496	
Michel Maurice	1.2 Conseiller	20 974	10 487		
Michel Maurice	1.3 Maire suppléant	5 132	2 566		
Jocelyne Coursol	1.4 Conseiller	20 565	10 283		
Martin Paquette	1.5 Conseiller	20 974	10 487		
Sébastien Forget	1.6 Conseiller	20 974	10 487		
Gilles Bertrand	1.7 Conseiller	20 974	10 487		
Roxanne Guay	1.8 Conseiller	20 974	10 487		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 1 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 24 593 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 915 385 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 162 506 \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 43 627 \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

- Systèmes de drainage

51 \$

- Abords de routes

52 \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 206 133 \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 1 121 518 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 079-04-24

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-04-02

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 327-11-19
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-06
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 3
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 5
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 2 531
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 1 499
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 5
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-06-04

Nom du signataire : Sophie Plouffe

Fonction du signataire : DGA & greffière-trésorière adjointe

Date de transmission au Ministère : 2024-06-05

Date et heure de la dernière modification : 2024-06-05 11:54

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	22 720 431	22 723 360	24 333 674	711 494	24 442 847
Investissement	2	2 722 416	3 272 500	10 279 668	315	10 279 668
	3	25 442 847	25 995 860	34 613 342	711 809	34 722 515
Charges	4	22 756 965	24 198 348	24 534 070	663 911	24 685 133
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 685 882	1 797 512	10 079 272	47 898	10 037 382
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 722 416)(	3 272 500)(	10 279 668)(	315)(	10 279 668)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(36 534)	(1 474 988)	(200 396)	47 583	(242 286)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 886 590	4 295 383	4 668 010	114 619	4 782 629
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	444 935				
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 540 246)(	2 665 600)(	2 640 072)(	170 700)(	2 720 983)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	920 969)(	720 000)(	260 189)(	48 075)(	308 579)
Excédent (déficit) accumulé	12	276 613	565 205	567 646	47 326	614 972
Autres éléments de conciliation	13	120 294		40 459	1 034	41 493
	14	1 267 217	1 474 988	2 375 854	(55 796)	2 409 532
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 230 683		2 175 458	(8 213)	2 167 246

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 009 017	3 141 185	3 679 489
Débiteurs	2	8 820 081	10 781 721	10 843 393
Placements de portefeuille	3			
Autres	4			
	5	11 829 098	13 922 906	14 522 882
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	20 816 037	18 515 552	21 030 432
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	5 089 620	10 283 532	8 380 159
	10	25 905 657	28 799 084	29 410 591
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(14 076 559)	(14 876 178)	(14 887 709)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	42 098 474	52 824 527	56 210 156
Autres	13	776 196	929 150	485 034
	14	42 874 670	53 753 677	56 695 190
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 272 366	6 094 421	6 127 918
Excédent de fonctionnement affecté	16	753 620	354 540	382 273
Réserves financières et fonds réservés	17	1 596 842	1 391 826	1 391 826
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	444 935)(	468 540)(	473 345)(
Financement des investissements en cours	19	(737 324)	(5 189 891)	(5 189 891)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	23 357 542	36 695 143	39 568 700
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	28 798 111	38 877 499	41 807 481

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	1.1	354 540	753 620
	2	354 540	753 620
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	27 733	50 804
	4	382 273	804 424
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Service de l'eau	5.1	416 274	357 555
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	858 425	1 154 755
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	51 937	51 937
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	65 190	32 595
Autres			
▪	14.1		
	15	1 391 826	1 596 842
	16	1 774 099	2 401 266

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	21 843 393
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	22 352 481

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	9 750 175	11 205 721
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	7 461 314	8 231 889
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 662 357	1 764 081
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	111 060	135 805
Autres	9	2 198 854	2 313 566
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	21 183 760	23 651 062

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	16 448 972	17 392 443	17 574 828	17 574 828
Compensations tenant lieu de taxes	13	169 730	168 820	161 167	161 167
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 675 463	1 503 175	1 686 155	1 602 096
Services rendus	16	611 814	708 260	738 185	878 775
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	3 355 549	2 545 000	3 398 229	3 398 229
Autres	18	458 903	405 662	775 110	827 752
	19	22 720 431	22 723 360	24 333 674	24 442 847
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 569 635	3 272 500	2 390 642	2 390 642
Autres	23	152 781		7 889 026	7 889 026
	24	2 722 416	3 272 500	10 279 668	10 279 668
	25	25 442 847	25 995 860	34 613 342	34 722 515

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	3 055 366	2 910 519	229 061	3 139 580	3 139 580	2 982 260
Sécurité publique							
Police	2	2 491 745	2 502 729		2 502 729	2 502 729	2 371 028
Sécurité incendie	3	1 372 100	1 265 386	114 973	1 380 359	1 380 359	1 111 190
Autres	4	88 210	81 635	34 058	115 693	115 693	112 642
Transport							
Réseau routier	5	5 610 200	6 013 368	3 664 381	9 677 749	9 677 749	8 672 154
Transport collectif	6	393 840	389 945		389 945	389 945	416 900
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	624 104	569 520	320 191	889 711	889 711	1 130 069
Matières résiduelles	9	1 776 015	1 780 289	36 363	1 816 652	1 816 652	1 701 838
Autres	10						
Santé et bien-être	11	4 000	1 135		1 135	1 135	417
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 319 960	1 114 850	7 299	1 122 149	1 122 149	1 151 736
Promotion et développement économique	13						
Autres	14						
Loisirs et culture	15	2 569 145	2 546 695	261 684	2 808 379	2 872 802	2 615 777
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	598 280	689 989		689 989	776 629	645 516
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	19 902 965	19 866 060	4 668 010	24 534 070	24 685 133	22 911 527
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 295 383	4 668 010 (	4 668 010)			
	21	24 198 348	24 534 070		24 534 070	24 685 133	22 911 527

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	2 722 416	10 279 668	315	10 279 668
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 978 543)(	15 434 056)(	48 390)(	15 482 446)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	313 411	26 326		26 326
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	920 969	260 189	48 075	308 579
Excédent accumulé	6	63 963	414 675		414 675
	7	(2 680 200)	(14 732 866)	(315)	(14 732 866)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	42 216	(4 453 198)		(4 453 198)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14